

continueront de boycotter les pourparlers tant que la situation sur le plan de la sécurité ne se sera pas améliorée sur le terrain. Depuis janvier, on note une accalmie dans les opérations militaires. Cependant, la sécurité reste précaire. Autrement dit, un incident important pourrait facilement entraîner une dégradation de la situation, notamment humanitaire.

Le Canada adopte une stratégie « pansoudanaise » aux termes de laquelle les activités visant des régions particulières, comme le Darfour, sont préparées et menées en tenant compte de leur incidence sur tout le Soudan. Les activités canadiennes au Darfour reposent sur une approche des 3D comprenant l'activité diplomatique, le développement et l'aide humanitaire, et sur un appui destiné à améliorer la situation sur le plan de la sécurité en faisant intervenir la défense et la police civile. Depuis 2000, le Canada a consacré 70 millions de dollars à l'aide humanitaire et 20 millions de dollars à l'appui à la Mission de l'Union africaine au

Soudan, qui est déployée au Darfour. Notre aide à l'Union africaine comprend des hélicoptères, jugés indispensables à l'opération, des militaires et de la police civile, dont le soutien est essentiel dans la planification, ainsi que du matériel militaire pour les troupes de l'Union africaine. Le Canada réfléchit à l'ampleur que pourrait prendre un rôle plus important dans la crise du Darfour. Il pourrait servir de catalyseur de l'action internationale en concentrant l'effort et les ressources sur certains aspects critiques de l'activité diplomatique afin de relancer le processus de paix; en renforçant la Mission de l'Union africaine au Soudan dans des domaines clés, comme l'appui apporté par les hélicoptères et les conseils techniques; en contribuant à la protection des civils et ce, en affectant plus de ressources aux besoins en matière d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de reconstruction; et en encourageant l'application de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Cour pénale internationale.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA STABILISATION ET LA RECONSTRUCTION (GTSR)

Pourquoi en avons-nous besoin?

- Quelque 50 États sont dangereusement faibles ou défaillants, d'où la fréquence rapprochée des catastrophes humanitaires. Nous devons mieux nous équiper pour faire face à ces crises.
- Des situations d'urgence complexes et récentes (par exemple, en Afghanistan, en Haïti et dans les Balkans) nous ont appris que non seulement les instruments civils et militaires doivent travailler en étroite collaboration, mais que nous devons aussi établir des relations de travail plus efficaces entre nos instruments civils. Nous devons faire en sorte d'adopter plus rapidement toute une série de mesures (maintien de l'ordre, déminage, réouverture des tribunaux), y compris pour protéger globalement la population et permettre à tous de reconstruire rapidement leur vie.

Qu'apporterait-il?

- Le GTSR permettra au gouvernement de mieux planifier ses interventions et de mieux se préparer à faire face aux crises de pays en déroute ou fragiles.
- Il facilitera une intervention civile canadienne coordonnée, plus rapide et plus efficace, en appui à la stabilisation et à la reconstruction.
- Il permettra de mieux épauler les Nations Unies et les autres organisations internationales face aux crises.

Comment fonctionnera-t-il?

- Situé aux Affaires étrangères et composé de personnel des Affaires étrangères et d'autres ministères dont les compétences sont nécessaires pour assurer une intervention cohérente du gouvernement en cas de crise internationale, le GTSR fera de la planification et élaborera des interventions rapides et coordonnées du gouvernement à mesure que les situations de crise se produiront.